

La mer réunit les régions bordées par la Manche

Vendredi, les représentants des régions bordées par la mer de la Manche étaient au Cross Jobourg, pour échanger sur les risques maritimes liés au trafic, mais aussi sur le potentiel que représente la Manche en matière de développement durable.

Les présidents des Cese (Conseil économique, social et environnemental régional) de Bretagne, Basse-Normandie, Haute-Normandie, Picardie et Nord-Pas-de-Calais étaient soit présents, soit représentés à la réunion organisée au Cross Jobourg (Centre régional opérationnel de surveillance et de sécurité). C'était l'occasion, pour eux, de prendre parfaitement conscience des risques majeurs qu'encourent les côtes de la Manche, en cas de naufrage, par exemple, d'un pétrolier ou d'un cargo transportant des matières dangereuses.

La Bretagne, qui a une triste expérience en la matière a mis en place une structure, Vigipole pour gérer à l'avenir ce genre de risques.

Un tel dispositif pourrait être mis en place pour les régions bordant la mer de la Manche, y compris avec les comités anglais qui bordent la

Manche. Cela dans le cadre du projet Camis (Channel Arc Manche Integrated Strategy) qui réunit toutes les régions françaises et anglaises concernées (à l'exception du Dorset).

La sécurité n'est qu'un volet du Camis, et donc des préoccupations des régions de Bretagne, Manche, Nord-Pas-de-Calais et Picardie. Le deuxième est de réfléchir, toujours en coopération avec les Britanniques, et d'œuvrer pour « mettre en place les conditions d'un développement concerté et durable de l'espace Manche », et de lancer des actions « concrètes dans le domaine des transports, de la culture, de la formation », précisait Bruno Thenail, chef du projet Camis.

Parmi les projets envisageables de développement, qui seront discutés lors d'un prochain forum à Exeter par les usagers de la mer et les représentants de l'Etat, tant



Réunis au Cross Jobourg, les représentants des régions françaises participant au projet franco-britannique pour développer et sécuriser les activités en mer de la Manche.

français que britannique, les éoliennes offshore, l'énergie marine renouvelable (hydroliennes) et les autres nouvelles

activités en mer, et leur compatibilité avec la sécurité maritime. Un travail en commun et des études financées à

50 % par les régions concernées et à 50 % par des fonds européens.

M. B.